

FORCES VIVES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

COORDINATION DE LA SOCIETE CIVILE DU TERRITOIRE DE LUBERO

NOYAUX DE LA SOCIETE CIVILE DES GROUPEMENTS TAMA ET ITALA AU SUD-OUEST DU
TERRITOIRE DE LUBERO

Tél. : 0991836557, 0993486283, 0891150642

E-mail : sociluit2014@gmail.com, aisekanendu@yahoo.fr

POUR Diffusion immédiate

Luofu, le 18/12/2015

COMMUNIQUE DE PRESSE N°15/FV/SOCIV/G/TA-IT/2015

Concerne : Situation territoire de LUBERO et WALIKALE, province du Nord/KIVU en République Démocratique du Congo.

La population civile veut connaître à quand les opérations militaires contre les groupes armés seront-elles déclencher dans le Territoire de LUBERO et WALIKALE.

La société civile de groupements TAMA et ITALA au sud-ouest du territoire de LUBERO ne peut se laisser indifférente à la recrudescence des abus et violations des droits de l'homme perpétrés ces deux derniers mois dans les groupements TAMA, ITALA et IKOBO. Depuis le mois d'octobre 2015, un groupe MAI-MAI du nom d'Union des patriotes Congolais pour la Défense des Innocent (UPCDI) se fait naître pour traquer les éléments des Forces Démocratiques des Libérations du Rwanda (FDLR). Pendant ce temps, plusieurs personnes ont perdu leur vie, d'autres portées disparues, les femmes violées en masse, les villages incendiés, le vol et pillages, entraînant ainsi le déplacement des milliers des personnes à vider leurs villages vers les milieux sous contrôle des forces royales.

A cet effet, la société civile des groupements TAMA et ITALA a fait un monitoring sur les abus et violations des droits de l'homme. Le bilan est lourd, et ne s'aurait pas être compté du doigt les nombres des victimes dont la plus part étaient exécutées sommairement, accusées d'être de mèche avec tel ou tel autre groupe armé, voir même les tribus commencés à s'entraccuser. Le résultat de monitoring de la société civile pendant cette période, fait étant des 26 civils tués, 19 femmes violées, 11 personnes portées disparues, 1482 maisons brûlées, plusieurs biens et bétails pillés et d'autres détruit méchamment par des éléments FDLR, qui ont déversés leur colère à la population civile que les éléments MAIMAI sont de leurs familles. Le nombre des personnes déplacées reste encore un bilan provisoire de 8600 ménages dont la taille moyenne de ménage s'élève à 6 personnes. Ces déplacés vivent dans les familles d'accueil avec une très grande pauvreté et faible assistance humanitaire (faible quantité en nourriture, pas des soins médicaux, leurs enfants non scolarisés, faible habillement) dans les villages et cités, à KANYABAYONGA, BLOTWA, KAYNA, KIRUMBA, MIGHOVWE, KASEGHE, LUOFU, MIRIKI, KIKUVO et KAMANDI.

La situation reste très préoccupante dans ces trois groupements d'autant plus que non seulement l'autorité de l'Etat a complètement disparu depuis longtemps dans ce coin, mais aussi les milieux où les FDLR se sont retirés, le gouvernement Congolais ne prend pas le courage pour déployer les éléments FARDC dans le but d'empêcher les commissions des autres atrocités que les éléments FDLR peuvent perpétrer aux paisibles citoyens congolais.

La société civile locale, commence à se poser mille à une question, à quand les opérations militaires de traque des groupes armés seront-elles effectives dans ces contrées?

Est-ce que le gouvernement Congolais a-t-il des partenaires qui se soucient réellement de son peuple?

Eu égard à tout ce qui précède, la société civile de groupements TAMA et ITALA recommande ce qui suit :

1. Au Gouvernement Congolais :

- De lancer le plus tôt possible les opérations militaires contre **tous les groupes armés** à fin de rétablir la paix dans la zone ;
- De réinstaurer l'autorité de l'Etat dans toutes les zones occupées par les groupes armés ;
- De mener les opérations militaires en tenant compte du droit humanitaire.

2. A la communauté internationale :

- D'appuyer nos FARDC pour leurs permettre de mener des opérations militaires de façon professionnelle à côté des civils et à la MONUSCO d'user de tout son mandat pour que la paix revienne sur toute l'étendue de la RDC ;
- De faciliter la tenue du dialogue entre RWANDAIS pour que la paix revienne dans la région de Grands-Lacs ;
- De lancer la poursuite judiciaire contre le chef de ce groupe rebelle Hutu Rwandais en vue de faire valoir aux victimes la réparation civile aux préjudices subit.

3. Aux organisations humanitaires tant nationales qu'internationales :

- De venir en aide toutes les victimes des atrocités commises par les groupes armés, ces nombreux déplacés ainsi que leurs familles d'accueils dans les milieux en déplacement et les accompagnés lors du retour dans leurs milieux respectifs dans le cas où la paix sera rétablie.

4. A la population civile du territoire de LUBERO :

- D'être derrière les FARDC dans le cas où elles avancent sur la ligne de traquer l'ennemie ;
- De refuser toute tentative de nature à octroyer la nationalité congolaise à ces combattants HUTUS RWANDAIS quel qu'en soit la reddition des armes et de courir à toute manifestation pacifique garantie par notre constitution.

Pour la société civile de Groupements **TAMA et ITALA**

Adolphe KALIVULIGHOAisé KANENDU

Président Rapporteur et porte-parole